

Témoignage de Wilson REY, leader du Mouvement «No al Despeje en Vistahermosa, Meta» (littéralement «Non au Dégagement à Vistahermosa, département de Meta»)

Vistahermosa, Meta, le 19 janvier (SP). Voici le témoignage de Wilson Benjamin Rey, président du Mouvement No al Despeje en Vistahermosa, exprimé lors du conseil communal qui s'est tenu à ce village du département du Meta ayant fait partie dans le passé de la zone de distension.

Président Alvaro Uribe Velez: Qu'est-ce qui est marqué dans votre t-shirt et qu'est que cela veut dire ?

Wilson Benjamin Rey, président du Mouvement National «No al Despeje» : Vous pouvez le lire ici. Ce que veut le peuple colombien : « Non au dégage ment ».

Président Alvaro Uribe Velez : Que vous rappelle le dégage ment et pourquoi vous dites aux colombiens : Non au dégage ment ?

Wilson Rey : Accordez-moi une petite minute pour vous dire que le Mouvement National «No al Despeje» fait irruption dans le panorama national comme la nécessité d'exprimer l'interprétation du peuple colombien de son appui décidé, de la défense vigoureuse de la Sécurité démocratique que depuis le début de votre mandat nous a permis de reconquérir politiquement, socialement, économique et moralement nos familles et notre région.

Ceux qui avons été les victimes de la barbarie, le terreur et la cruauté de la dictature de la guérilla, du para-militarisme et du narcotrafic, nous sommes prêts, au coût de notre vie s'il le faut, à défendre la Sécurité démocratique que vous, Monsieur le Président, avec tant d'effort et tant d'opposition, nous avez donnée en compagnie de nos Forces armées de Colombie.

En ce moment même, nous évoquons la barbarie et la cruauté que nous avons vécu à l'époque de la zone de distension quand les narcoterroristes des Farc régnaient ici avec la domination de la subversion et obligeaient nos fermiers à cultiver la coca, sous peine d'être assassinés.

Et le 'Mono Jojoy', ce délinquant, ici même au parc central de Vistahermosa, en haranguant il disait aux paysans apeurés qu'il emmenait par la force : « Le propos des Farc est la prise du pouvoir par la voie militaire. Pour cela nous avons besoin de votre aide d'abord financière, mais aussi en enlevant des personnages politiques ou des personnes riches et importants des capitales. Et si vous faites ça, leur disait cet effronté, nous allons vous donner des terres et des machines agricole ». N'est ce pas les copains ? Vous qui avez vécu cette barbarie !

Monsieur le président, la zone de distension créée ici par la politique erronée de l'époque, fut en effet une erreur historique, qu'aujourd'hui nous pardonnons. Mais grâce à la sagesse divine, au destin, nous avons maintenant la Sécurité démocratique ici, Monsieur le président. À l'époque de la zone de distension, les guérillas ont réussi à rassembler 5.000 hommes dans leurs rangs, dont la plupart des enfants, des filles et garçons de moins de quinze ans.

Et savez-vous ce qu'ils faisaient avec ces jeunes ? Et bien comme ils avaient des plantations de marihuana, ils les obligeant à en fumer et les envoyaient dogués se battre au front de troupes combattantes. De ceci nous avons des témoignages, des témoins et des preuves accablantes.

Les délinquants des Farc ont dit au peuple de Vistahermosa, au courageux peuple de Vistahermosa, que le gouvernement leur avait offert en cadeau 42.000 kilomètres carrés, que tout leur appartenait, la vie des peuples, la vie des villageois, tout. Et que s'ils voulaient, ils pouvaient nous tuer du jour au lendemain. Qu'ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient, parce que tout leur appartenait.

D'ici, ils quittaient la zone de distension pour gagner les municipalités voisines. Ils ont ainsi détruit plus de 200 villages. Ils pillaient, enlevaient des gens, assassinaient, tuaient, et après ils traversaient la zone divisoire où une annonce disait : « Bienvenue à la nouvelle Colombie ».

Ils nous ont enlevé nos papiers d'identité et nous ont donné un carnet. Ces crapules ! Ils nous disaient que ce carnet remplaçait la carte d'identité et de citoyenneté de la Colombie.

Ils ont pillé plus de 200 villages. Après ces pillages ils venaient se réfugier ici et se pavaner sur les rues de Vistahermosa en conduisant des camionnettes et des jeeps tout neufs, volés par la délinquance commune et qu'ils faisaient venir à la zone de distension. Oui, ils les faisaient venir jusqu'à la zone de distension et se vantaient sur les rues de Vistahermosa, armés jusqu'aux dents. Enlevant les belles femmes de leurs époux, des paysans qui souffraient énormément.

C'est pour ça que ce mouvement « Non au dégageant » s'est créé avec les survivants de cette époque. Nous voilà. Nous avons été déclarés objectif militaire plus de dix fois, et nous voilà.

Président Alvaro Uribe Velez: Wilson, un sujet qu'aujourd'hui nous sommes obligés de toucher : Recommandez-vous d'accepter le dégageant de Pradera et Florida ? Pourquoi trouvez vous que ce serait une erreur que le gouvernement accepte le dégageant de Pradera et Florida ?

Wilson Rey : Monsieur le président, vous interprétez la volonté du peuple colombien. Ça a toujours été votre noblesse, votre hardiesse et votre courage que d'interpréter la majorité du peuple colombien, tout le peuple colombien. Le peuple demande qu'il n'y ait pas de dégageant et vous êtes en train d'interpréter la volonté du peuple colombien.

Nous venons de vous raconter et nous vous le disons maintenant, ici. Parce que nous ne voulons plus de souffrance pour la Colombie. Nous ne voulons plus de torture ni de martyres pour le peuple colombien.

Président Alvaro Uribe Velez: À l'époque du dégageant il y a eu plus ou moins d'enlèvements ? Car c'est à nous d'informer d'une manière très précise la communauté nationale et internationale à ce sujet.

Wilson Rey : Justement, j'allais vous en parler. Durant cette époque de dégage­ment l'enlèvement a augmenté en plus de 800 otages. Et ils les promenaient par les rues de Vistahermosa. Ça a augmenté. Ici même, le peuple le sait, madame Ingrid Betancourt a été enlevée, dans cette zone de distension et à cette époque du dégage­ment.

C'est pourquoi nous avons la proposition spéciale suivante : Pendant que la menace du narcoterroriste des Farc persiste, avec un certain appui international et secondé souterrainement par des partis et mouvements emparés par la sécurité offerte par le gouvernement et qui profitent également de la liberté octroyée par la démocratie qu'eux mêmes attaquent, le Non au dégage­ment et la Sécurité démocratique doivent être une politique d'Etat, mais par le biais d'un mandat constitutionnel.

Parce que nous connaissons le panorama politique, que nous étudions attentivement, et que nous voyons que les partis et les mouvements de coalition gouvernementaux, même s'ils proposent plusieurs règles du jeu, vont se présenter divisés au prochain combat électoral.

Qui peut nous assurer que la première chose que fera le prochain président ne sera pas de décréter une zone de dégage­ment et une zone de distension, si pendant ces trois années qui vous restent on ne réussit pas à anéantir les narcoterroristes des FARC ?

Apart ça il y a autre chose : nous avons eu des renseignements tout à fait fiables et sérieux, car nous menons également des travaux d'intelligence, que les narcoterroristes des FARC obéissent le conseil international suivant : « Tenez le coup, tenez le coup, tenez le coup. Ne sortez pas de vos cachettes tant que le Président Uribe sera le président. Et si vous le faites, rendez-vous vite aux frontières et protégez-vous dans les frontières de l'Est ou du Sud, de façon à ce que vous ne soyez pas atteints par l'action des forces armées. Tenez le coup, tenez le coup et tenez le coup qu'Uribe ne sera pas réélu ».

Et le prochain président, dès qu'il sera arrivé au pouvoir, ému par le drame des familles des otages (car cela nous touche tous, vous et moi, cela nous touche profondément), sera, selon leur stratégie, de décréter la zone de dégage­ment.

Et bien non ! Je veux que vous et le peuple colombien, une fois que votre administration aura fini, nous puissions dormir tranquillement, et vous inviter pêcher à la rivière Guayabero, où se trouve la caverne de ces bandits. Car nous devons faire ça pour défendre la sécurité démocratique, jusqu'à la mort si c'est nécessaire.

Je voudrais ajouter encore quelque chose : je voudrais inviter le peuple colombien à constituer le binôme peuple-gouvernement. Et que chacun d'entre nous devienne un soldat et un policier de l'armée civile pour la paix et la démocratie.

J'invite les colombiens à accompagner les forces armées à donner une dernière estocade pour abattre ces dévergondés, narcoterroristes, voleurs, que sont les FARC. Voilà notre invitation.

Notre discours n'est pas motivé par la douleur. Nous sommes habitués à tout ça. Mais ce que nous voulons mettre en valeur ici c'est le courage des gens de Vistahermosa. Et l'histoire et la justice divine poursuivront leur tâche. Comme disait avec justesse un des participants à ce forum tout à l'heure : « vous êtes le deuxième libérateur de notre patrie ».

On dit qu'on peut tromper tout le monde pendant un certain temps, ou qu'on peut tromper certains tout le temps. Mais on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps. Et ces menteurs narcoterroristes des FARC ne nous tromperont plus, malgré la douleur causée par le drame et la tragédie des otages.

Le peuple colombien est ici, Monsieur le Président, pour vous dire, avec le même courage qu'il citait le Général Padilla : nous sommes avec vous, nous sommes ici avec nos Forces armées, nous sommes ici avec la légitimité du gouvernement. Et nous sommes prêts à donner la vie pour la défense de la sécurité démocratique.

Justement, depuis quelque temps nous sommes en train de convoquer ce mouvement pour la dignité nationale, pour la sécurité démocratique, contre les insultes et l'oppression. Allons ce samedi (demain pour ne pas interférer avec le Conseil communautaire) à la gigantesque manifestation au parc central de Vistahermosa, pour appuyer et défendre la sécurité démocratique et le Président Alvaro Uribe.

Les soldats et les policiers civils de l'Armée pour la paix et la démocratie vous saluent et vous disent : notre vie est à votre disposition, s'il le faut, pour défendre la démocratie colombienne.